

« Imposer le service national universel est un non-sens »

https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/10/29/imposer-le-service-national-universel-est-un-non-sens_5376048_3232.html

Ce n'est pas la jeunesse qui cherche à fuir la mixité et l'engagement, ce sont les classes favorisées, estime un collectif d'associations de jeunes dans une tribune au « Monde ». Il n'est pas juste de lui faire porter ces problématiques sociétales.

Tribune.

Le gouvernement actuel déplore un manque crucial de brassage social et territorial et d'engagement au sein de notre société. Problématique à laquelle il souhaite répondre par un service national universel (SNU) imposé à chaque jeune. Pour nous, le SNU est une mauvaise réponse à des vraies questions. Une mauvaise traduction des concepts d'« engagement », de « mixité » et de « citoyenneté ».

Nous aussi, associations de jeunesse, partageons l'idée que notre société souffre de ségrégation, de l'absence de rencontres, de solidarité et de gestes gratuits. Oui, il y a urgence à agir et à repenser notre manière de faire société. Nous voulons coconstruire et coporter l'idée d'une société ouverte, construite sur des mixités, de la gratuité, des solidarités et de l'attention portée à l'autre. Effectivement, ces enjeux dépassent le cadre de la jeunesse. Si le gouvernement veut travailler sur une universalité, nous y sommes prêts.

Aujourd'hui, le projet présenté et quasi définitif n'est pas universel. Il assigne à une tranche d'âge de porter ces problématiques sociétales. Par un internat imposé de quinze jours ou un mois, le SNU entend apprendre aux jeunes de 16 à 25 ans la citoyenneté, la mixité et l'engagement. Mais par ce dispositif imposé uniquement aux jeunes, le gouvernement fait une lecture bien simpliste du défi ! Nous le répétons : la contrainte n'est pas la réponse. L'engagement ne peut être que volontaire. L'imposer est un non-sens.

Une carence de politiques publiques

Si notre pays souffre d'une absence de brassage social et territorial, c'est que nous manquons de politiques publiques permettant à l'ensemble de la population de se rencontrer. L'enjeu des mixités ne peut et ne saurait être porté par la jeunesse seule. Les travaux de la Fondation Jean-Jaurès et de Thomas Piketty montrent que ce n'est pas la jeunesse qui fuit les mixités, mais les classes favorisées.

Nous pensons que c'est à l'ensemble de la population de reconstruire nos communs, nos solidarités. Notre société doit, dès l'école, permettre et imposer la rencontre entre les personnes quels que soient l'âge, le territoire, le genre, l'origine, la classe sociale, la situation de santé, la sexualité ou le handicap. L'obligation doit être par tous et pour tous.

L'Etat doit s'obliger à mettre les moyens pour permettre de construire ces mixités, ces rencontres, ces échanges, bref, de l'ouverture, de l'égalité et de la fraternité. De nombreux dispositifs existent déjà aujourd'hui, mais sont sous-financés, voire carrément précarisés. Plutôt que d'investir entre 1 et 2 milliards d'euros dans le SNU, valorisons et soutenons les mécanismes existants (associations culturelles, sportives, de jeunesse, écoles, colonies, classes vertes, etc.).

Monsieur le président, nous sommes déjà engagés ! S'engager, mais s'engager pour quoi et pour qui ? Pourquoi l'Etat impose-t-il à une tranche d'âge de s'engager, alors que les jeunes s'impliquent déjà fortement dans la vie associative, syndicale, politique ou militante ? Des formes d'engagement singulières et bien souvent peu reconnues. S'il existe des jeunes loin de toute forme d'engagement, ce n'est pas en les forçant qu'ils s'engageront davantage. Et quand jeunesse rime avec précarité, comment s'engager bénévolement si on ne sait pas comment finir le mois ?

Permettre aux jeunes de s'engager autrement

Pour reconstruire du lien, du brassage social et territorial, pour permettre aux jeunes de s'engager et à la place d'un SNU, nous proposons de :

- Développer les espaces permettant aux jeunes d'accéder et de connaître leurs droits : droits sociaux, droit du travail, droit individuel et collectif ;
- Penser et construire une école permettant les mixités, l'accueil universel de chaque enfant et jeune, ce qui passe par la refonte de la carte scolaire mais aussi des transports adaptés et des pédagogies inclusives, ouvertes et participatives ;

Nous proposons aussi :

- Le développement et l'accès pour tous et toutes (y compris par un soutien financier) à des formes d'engagement européen et international existantes : Erasmus +, volontariat de solidarité européen, etc. ;
- La reconnaissance et valorisation des engagements politiques et citoyens de la jeunesse : un planning scolaire allégé, des moyens humains et financiers débloqués pour l'accompagnement d'enfants et de jeunes ;
- La construction d'une politique publique autour des colonies de vacances, des centres de loisirs et des classes de découverte permettant la rencontre et le faire ensemble de groupes et de classes issus de territoires différents ;
- Une attention et une écoute des revendications portées par les associations de jeunesse, pas uniquement des consultations de forme ;
- Une valorisation forte de l'engagement des jeunes dans le sport, la culture et l'animation locale.

Ainsi, plutôt qu'un SNU, nous voulons des politiques publiques coconstruites !

Signataires : **Louis Boyard**, président de l'Union nationale des lycéens (UNL) ; **Aline Coutarel**, présidente par intérim du Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC) ; **Jacques Dupoyet**, président de l'Association pour la formation des cadres de l'animation et des loisirs (Afocal) ; **Thibaud Eychenne et Claire Jacquin**, coprésidents de Jeunes Génération-s ; **Théo Garcia-Badin**, président des Jeunes écologistes ; **Lilâ Le Bas**, présidente de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) ; **Lola Mehl**, présidente de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) ; **Pierre Msika**, président des Eclaireuses et Eclaireurs unionistes de France (EEUDF) ; **Marie Mullet-Abrassart**, présidente des Scouts et Guides de France (SGDF).

Avec le soutien de : **Magali Bacou**, sociologue, chargée d'études et coordinatrice pédagogique à l'Institut régional du travail d'Occitanie ; **Jean-Marie Bataille**, chercheur en sciences de l'éducation ; **Hugues Bazin**, chercheur en sciences sociales, Laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action ; **Laurent Besse**, maître de conférences en histoire contemporaine, IUT de Tours, Carrières sociales ; **Christophe Blanchard**, maître de conférences, laboratoire Experice ; **Jean-Michel Bocquet**, Collectif Camps Colos ; **Véronique Bordes**, professeure des universités en sciences de l'éducation, université Jean-Jaurès de Toulouse ; **Marie-George Buffet**, députée de Seine-Saint-Denis ; **Bertrand Coly**, représentant du MRJC et du Forum français de la jeunesse (FFJ) au Conseil économique, social et environnemental (CESE) ; **Pierre Dharréville**, député des Bouches-du-Rhône ; **Cyril Dheilly**, pédagogue ; **Thierry Fresnay**, Centre ressource d'éducation à la citoyenneté démocratique - Crecede/Participe présent ; **Izabel Galvao**, enseignante chercheuse à l'université Paris-13 ; **Jean Houssaye**, professeur émérite à l'université de Rouen ; **Martine Janner-Raimondi**, professeure en sciences de l'éducation université Paris-XIII ; **Régis Juanico**, député de la Loire ; **Francis Lebon**, maître de conférences en sciences de l'éducation à l'université Paris-Est-Créteil ; **Claire Leconte**, professeure émérite de psychologie de l'éducation ; **Louis Letore**, Maison de Courcelles ; **Claudie Miller**, Fédération des centres sociaux ; **Léonore Moncond'huy**, conseillère régionale Nouvelle-Aquitaine ; **Laurent Ott**, Intermèdes Robinson ; **Irène Pereira**, professeure de philosophie ; **Yves Raibaud**, maître de conférences HDR à l'université Bordeaux-Montaigne ; **François Soulage**, président du collectif Alerte ; **Boris Vallaud**, député des Landes ; **Emelyn Weber**, représentante de la JOC et du Forum français de la jeunesse (FFJ) au CESE.

Lire aussi : [Service national universel : un chantier prioritaire pour Gabriel Attal](#)

Service national universel : un chantier prioritaire pour Gabriel Attal

Le secrétaire d'Etat devra mettre en œuvre le service national universel, une promesse de Macron contestée par des organisations.

Le service national universel (SNU), promesse phare du candidat Macron à l'adresse de la jeunesse, compte parmi les dossiers sensibles de l'année qui vient. Jean-Michel Blanquer l'a reconnu, en accueillant, mardi 16 octobre, Gabriel Attal, tout juste nommé secrétaire d'Etat à ses côtés, chargé de la jeunesse. « *On ne sera pas trop de deux pour mettre en œuvre le SNU* », a souligné le ministre de l'éducation. « *C'est la grande réforme de société du quinquennat* », a abondé celui qui est devenu, à 29 ans, le plus jeune membre d'un gouvernement de la V^e République.

Dans son escarcelle, l'ancien porte-parole du parti LRM a aussi les associations, les colonies de vacances, le périscolaire... Mais la priorité est claire : il s'agit désormais de concrétiser ce nouveau service national, alors que les concertations de lycéens et d'étudiants s'enchaînent depuis plusieurs semaines. Leurs conclusions seront connues en décembre, rappelle-t-on au cabinet de M. Blanquer.

Enveloppe conséquente

Les grandes lignes du SNU, dont la mise en œuvre est promise à l'horizon 2026 pour les 800 000 jeunes que compte une génération – avec des expérimentations à moindre échelle dès 2019 –, sont déjà connues. Ce service aura lieu en deux temps : une première étape obligatoire d'une durée d'un mois, vers 16 ans – un âge auquel la scolarité est encore obligatoire –, dont deux semaines possiblement organisées en internat. Une seconde étape ressemblant au service civique, d'une durée d'au moins trois mois et sur la base du volontariat, s'adresserait, elle, à des jeunes de moins de 25 ans souhaitant s'engager dans la défense, l'environnement, l'aide à la personne... Elle pourrait donner lieu à contrepartie – des facilités d'accès au permis de conduire, une éventuelle indemnisation.

Lire aussi : [Gabriel Attal, secrétaire d'Etat auprès de Blanquer](#)

« *L'engagement devrait faire partie de notre devise républicaine* », a défendu, sur le perron du ministère de l'éducation, le nouveau secrétaire d'Etat, sûr que le SNU sera aussi ce vecteur de brassage social dont le pays a besoin. Le regarder uniquement « *sous le prisme budgétaire* » serait une erreur, a immédiatement prévenu Gabriel Attal. La question financière fait pourtant déjà débat : le SNU représentera une enveloppe conséquente, même si elle reste, à ce stade, diversement estimée. La mise en place du dispositif coûterait 1,7 milliard d'euros, puis entre 1 et 1,5 milliard par an, si l'on s'en tient au calcul réalisé, au printemps, par le groupe de travail présidé par le général Daniel Menaouine. Un rapport sénatorial, rendu public un an plus tôt, envisageait une somme pouvant atteindre jusqu'à 30 milliards sur cinq ans.

Caractère obligatoire

Gabriel Attal devra aussi surmonter l'opposition des organisations de jeunesse. Ces dernières critiquent le caractère obligatoire de ce dispositif. Cet aspect nécessite une modification de la Constitution qui doit être discutée dans le cadre de la révision constitutionnelle. Une révision d'abord programmée en juillet puis reportée au début de l'année 2019 à cause de l'affaire Benalla. « *Cette vision du gouvernement, extrêmement paternaliste, ne répond pas aux enjeux de la jeunesse, s'énervent* Orlane François, présidente du premier syndicat étudiant, la FAGE. *Ce n'est pas en deux semaines qu'on recrée de la mixité sociale, mais tout au long de la scolarité, en réinvestissant dans le système éducatif et le monde associatif.* »

La fédération étudiante fait partie des quatorze organisations de jeunesse ayant paraphé une [tribune](#) très critique diffusée par *Le Journal du dimanche* le 2 juin. « *S'engager, c'est surtout choisir* », y défendaient-elles, dénonçant le « *caractère contraignant* » et la « *logique démagogique* » du projet.

Lire aussi : [Service national universel : obliger les jeunes, une option à risque](#)

Une levée de boucliers dont est bien conscient le jeune secrétaire d'Etat : en tant que député des Hauts-de-Seine, il a porté le dossier depuis le début du quinquennat. « *Il faut associer le plus possible les jeunes à son élaboration. Il faut que cela vienne de leurs idées, du terrain* », plaidait-il encore en mai. Si sa nomination sur un portefeuille consacré à la jeunesse, rue de Grenelle, est favorablement accueillie par les organisations de jeunesse, celles-ci comptent bien remonter au créneau contre un service national imposé.

THE CONVERSATION – 28 octobre 2018

<https://theconversation.com/debat-le-service-national-universel-une-colonie-de-vacances-sans-mixite-105362>**Débat : Le service national universel, une colonie de vacances sans mixité ?***28 octobre 2018, 21:24 CET - [Jean-Michel BOCQUET](#) - Pédagogue - Doctorant en Sciences de l'éducation CIRNEF, Université Rouen, Chargé de cours, Université Paris 13 – USPC - Directeur du MRJC – Collectif Camps Colo -*

D'après sa définition officielle, le [Service national universel](#) a pour objectif la cohésion sociale et territoriale ainsi que la prise de conscience, par chaque génération, des enjeux de la défense et de la sécurité nationale, tout en développant une culture de l'engagement. Il est censé favoriser le brassage territorial et social. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement souhaite utiliser deux moyens : l'internat et l'obligation. Et ainsi offrir à une classe d'âge entière cette expérience de vivre sous le même toit pendant quinze jours, avec un encadrement confié à d'autres jeunes à peine plus vieux – des volontaires en service civique par exemple. Favoriser la mixité des moins de 18 ans en les déplaçant, en les obligeant à vivre au même endroit, encadrés par des jeunes, a un nom depuis plus d'un siècle : les colonies de vacances. Pourquoi donc le gouvernement souhaite-t-il imposer cette expérience à tous ? Et, pour ce faire, créer un dispositif nouveau, très cher et sans plus-value réelle par rapport à ce qui existe déjà ? Ne serait-il pas possible de faire autrement ?

Provoquer la rencontre

Brasser et faire vivre ensemble les personnes ne se décrète pas. Les études de [T. Piketty sur l'école](#), de la [fondation J. Jaurès](#), nos [propres travaux](#) ou [ceux sur la politique de la ville](#) montrent que si on laisse faire les personnes et le marché, ce sont les riches qui quittent le navire de la République et du commun. Pour faire se rencontrer les personnes, il faut donc soit les y contraindre, soit provoquer des situations où l'on fait quelque chose ensemble.

Le gouvernement aurait-il donc raison d'imposer cette rencontre ? En fait non, car il fait porter uniquement sur la jeunesse les maux de notre société. Comme si, en forçant la main aux nouvelles générations, le monde irait mieux. Pour la plupart d'entre eux, les [jeunes sont réfractaires](#) à cette obligation. D'autre part, sur le projet présenté, on a du mal à voir comment tous les jeunes pourraient passer quinze jours en internat : quid des apprentis, des jeunes parents, des jeunes en situation de handicap ou souffrant de pathologies complexes ? Bref, certains s'engageront, d'autres non, et comme toujours ceux qui sauront trouveront des dérogations, comme l'a montré le service militaire pendant des décennies.

Combattre les stéréotypes

Au lieu de monter ex nihilo ce nouveau service, pourquoi ne pas développer les colonies de vacances ? D'abord parce que la manière dont on les produit aujourd'hui ne permet pas de [créer de la mixité](#). Les publics sont séparés : les jeunes en situation de handicap sont envoyés dans des centres adaptés, les pauvres et les riches partent vers des séjours différents. Les gros organisateurs ont segmenté le marché pour développer leur catalogue touristique, entre séjours à thème et voyages à l'étranger.

Ensuite, parce que les associations à même de favoriser cette mixité sont contre cette obligation faite à la jeunesse de faire quinze jours d'internat : elles savent que mettre des jeunes sous le même toit ne suffit pas à susciter de véritables échanges. Sans travail pédagogique préalable, cela ne fait que [renforcer les stéréotypes et les processus de domination](#) existant dans notre société. On provoque alors de l'autoritarisme, des inégalités entre les femmes et les hommes, entre riches et pauvres... Bref, ceux qui disposent d'un vrai savoir-faire en la matière ne soutiennent pas ce dispositif, d'abord parce qu'ils n'en ont pas besoin pour transmettre valeurs et compétences. D'autre part, parce qu'ils savent que la contrainte n'est pas le bon outil.

Eviter un brassage superficiel

Sans prendre en compte l'avis des jeunes concernés, le gouvernement va mettre en place un dispositif qui n'atteindra aucun objectif d'inclusion, tout en donnant l'illusion de la mixité à travers des activités et un habitat communs. Voilà qui permettra de brasser les classes sociales et les différences... avec autant d'efficacité qu'un fouet tentant de mélanger l'huile et le vinaigre. Certaines fédérations d'éducation populaire se sont portées volontaires pour une expérimentation, quelques gros organisateurs de colonies y voient une manière de remplir leur bâtiment. Le projet gouvernemental semble aller dans le sens des pratiques actuelles de séparation des publics. Bref, il sait qu'il dispose d'acteurs et d'opérateurs, disponibles pour œuvrer dans ce sens.

A contrario de ce modèle fondé sur le court terme et un public captif, une approche ambitieuse aurait pu être de reprendre une [idée chère à Célestin Freinet](#), la correspondance et une autre construite à l'après-guerre par le mouvement « la fédération », le [jumelage](#). Au lieu d'obliger les individus à se croiser pendant quinze jours, on inciterait les écoles, les centres de loisirs et autres institutions de formation à échanger avec leurs homologues installées sur des territoires éloignés, aux origines et aux méthodes différentes, avant d'organiser des rencontres dans des espaces tiers, lors d'une classe de découverte ou en colonie.

Miser sur des pédagogies innovantes

Chaque enfant pourrait ainsi partir deux à trois fois avec sa classe, son centre de loisirs, son mouvement de jeunesse ou son centre d'apprentissage faire un camp ou une colo avec d'autres enfants. L'obligation serait portée par les établissements et les financeurs, pas par les enfants ni les jeunes. Pour que ce dispositif fonctionne, les animateurs devraient être formés à l'organisation de rencontres entre des jeunes vivant dans des contextes différents : ville, campagne, banlieue, maison, HLM, etc. Construire des mixités serait l'idée forte, la finalité d'une politique publique éducative à destination de tous les jeunes habitants de France. Les animateurs passeraient par les [formations BAF/BAFD](#), si tant est que celles-ci intègrent des pédagogies innovantes, centrées sur la rencontre et non plus sur les activités seules.

Une telle politique imposerait aux fédérations et organisateurs de colos, de classes de découverte de (re)penser leur projet et leur pédagogie, de sortir des modèles marchands où le parent, l'enfant, l'école est un client à satisfaire. L'éducation, la solidarité, et la cohésion entre les habitants de France ne peuvent être réduites à des rapports commerciaux, sauf à poursuivre la ségrégation territoriale et le délitement des solidarités.